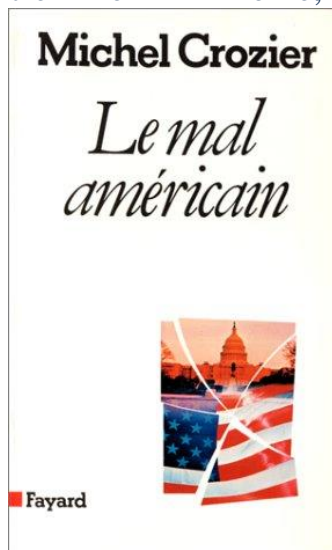


NOTES DE (RE)LECTURE

Par Serge DEGALLAIX

Le Mal Américain, Michel CROZIER, Éd. Fayard, 1980

L'élection de Trump ne peut être considérée comme une parenthèse, un « accident » de l'histoire américaine. Elle reflète les fractures d'un pays, au fil des ans, elles n'ont cessé de se creuser, se multiplier et se solidifier. L'attaque contre le Capitole sous les encouragements de Donald Trump, son refus de reconnaître sa défaite, suivi en cela par de nombreux élus américains dont seulement quelques-uns ont eu le courage de se départir de cette attitude antidémocratique. Les atteintes au système des « *Checks and Balances* », les troubles raciaux, la paupérisation d'une partie des Américains, la baisse du taux de fréquentation dans l'enseignement supérieur reflètent ce malaise, la fragilisation de la société américaine.



Pour certains, il faut que cela empire pour que les choses s'améliorent. Pour d'autres, une toute autre Amérique surgit des profondeurs de la société : une Amérique plus bigarrée, plus tournée vers elle-même, éloignée de plus en plus du vieux continent.

La popularité conservée par Donald Trump dans son camp malgré ses errements, le procès en illégitimité instruit contre Joe Biden, la faiblesse de la base parlementaire du nouveau Président, tout cela augure des lendemains périlleux. Mais, en portant ce jugement anxiogène, ne sommes-nous pas prisonniers du présent, amnésiques de ce qu'étaient les États-Unis il y a quelques décennies ?

Relire l'ouvrage du célèbre sociologue, Michel Crozier, *le Mal Américain*, publié en 1980 (Fayard),

est éclairant sur la capacité de notre mémoire à gommer les drames d'hier pour s'en tenir aux secousses d'aujourd'hui, préludes à des tremblements annoncés encore plus perturbants.

L'ouvrage de Michel Crozier n'est pas un encouragement au relativisme, à la contemplation d'un monde qui, inlassablement, poursuivrait son orbite pour revenir à sa position initiale, à scruter de manière moins catégorique les futurs possibles. Même si, et surtout, l'Amérique de 2020 ne sera plus jamais celle de 1980. Cet essai, écrit il y a quarante ans et capitalisant plus de trente ans de familiarité avec les États-Unis, a vieilli, mais ses rides permettent de mieux appréhender les différences, les évolutions qui auraient dû se produire et qui ne sont pas produites, elles nous amènent à réfléchir sur nos propres prévisions, sur nos convictions pour la façon dont l'avenir devrait se dérouler.

L'Amérique heureuse des années cinquante et soixante, celle de la confiance et du progrès

En 1980, quand il publie son livre après un nouveau séjour de six mois comme conférencier à Harvard, Michel Crozier, gauchiste devenu libéral, parcourt les États-Unis depuis plus de 30 ans, depuis l'élection en novembre de 1948 de Harry Truman.

L'essai est aussi un livre de souvenirs.

Les États-Unis des années 1950 étaient pour lui l'Amérique syndicale, où le monde ouvrier négociait par le biais de syndicats puissants et de « *business officers* », salariés payés pour suivre strictement les instructions des syndicats. Cette négociation pouvait être rude mais elle était admise des deux côtés, car chacun croyait en un progrès social illimité. C'était « l'Amérique heureuse, celle de la confiance et du progrès ».

Les États-Unis des années 1960 étaient encore des années d'enthousiasme, de croyance dans la vérité, de générosité mais le péril pointait à l'horizon avec le rêve de la rationalité pure comme guide qui devrait permettre d'explorer toutes les solutions, même celles moralement condamnables.

Les années 70, celles du doute et du déclin

Dix ans après, dans les années 1970, Michel Crozier retrouve un pays qui, sous des apparences trompeuses, est déboussolé. Les États-Unis entrent en déclin, en passe d'être rattrapés par le Japon et l'Europe. Le niveau de vie de l'ouvrier a régressé de 9 % en dix ans, les inégalités se sont creusées. Les États-Unis perdent leurs illusions

et leur rayonnement. La confiance dans les institutions et le leadership américain s'effrite. Le « Mal Américain » s'installe, en contrepoint du « rêve américain » de naguère.

L'Amérique ou le « rêve social », sur lequel le livre s'ouvre, enregistre la dégradation du syndicalisme américain et de la situation de la classe ouvrière en l'espace de 30 ans. Les syndicats ont perdu leur âme en s'affranchissant de leur éthique d'ouverture et de dialogue. Leur place dans la société a été érodée par les évolutions économiques et la réglementation qui les frappe. L'horizon paraît bouché.

Michel Crozier note que « quand il n'y a plus de frontières, quand s'ouvre l'ère du monde fini, les mécanismes s'inversent et, ce qui était source de progrès, mène au déclin ». La formule de la libre négociation et du progrès social sans limite bute sur les moyens financiers nécessaires pour répondre aux fins sociales. Le monde est « plein » et, à ce qui était conquête de territoires nouveaux, recul de « frontières », se substitue la nécessité de partager, de négocier.

Michel Crozier se veut aussi le témoin de l'effondrement moral de l'Université américaine dont la force reposait sur l'idéalisme, la croyance en la vérité qui finit toujours par

triumpher, le progrès dans les comportements individuels. La guerre du Vietnam a démontré le contraire par son dénouement qui s'explique non pas par des considérations éthiques (la condamnation du mal) mais de politique intérieure, de calculs politiques.

Le drame moral de la guerre du Vietnam

L'Amérique des années soixante et soixante-dix, c'est aussi celle de la rationalité à la Mc Namara où tout se ramène au calcul économique, à la gestion des choses plus que des hommes ; celle de Milton Friedman avec la foi dans le marché, l'incapacité à comprendre que l'on peut tricher avec le marché. À l'excès de réglementation et de credo naïf dans le futur, succèdent la déréglementation, la dérégulation et le froid raisonnement des technocrates.

La conduite de la guerre du Vietnam n'échappe pas à cette rationalité qui ignore les données de terrain. Michel Crozier voit dans la guerre du Vietnam une grave faute intellectuelle, absurde, aux conséquences incalculables. Morales avec la perte de prestige, monétaires avec l'effondrement du système de Bretton-Woods, sociétales avec la crise de la jeunesse américaine.

Arrogance et méconnaissance dominant dans les cercles dirigeants et mènent à l'interventionnisme aveugle.

Le plus habile des parlementaires d'alors, Lyndon Johnson se révèle un piètre Président, incapable de décider face à l'establishment intellectuel qui l'impressionne et inapte à s'imaginer que, face à la première puissance mondiale, on ne puisse pas s'incliner. Après celle du Vietnam, quelques années plus tard, Lyndon Johnson perdra aussi la « lutte contre la pauvreté » faute d'avoir saisi les réalités sociales et de terrain.

Les sources du mal américain

Au terme de cette description de trente ans d'Amérique, Michel Crozier reprend sa plume de sociologue et se livre à la radioscopie des causes du mal américain. Il en distingue trois.

D'abord, le système de prise de décision, qui devient de plus en plus compliqué dans un monde de plus en plus complexe, avec la multiplicité des parties prenantes, l'instantanéité des réactions et l'encouragement aux positions extrêmes dans les négociations. La complexité conjuguée à une liberté d'action et de pensée pratiquement sans limite aboutissent à privilégier le court terme, à osciller entre idéalisme de

commande et cynisme de nécessité, à l'échec du mode de gouvernement américain : crise de confiance dans les institutions, désintérêt pour la participation électorale et la vie des grands partis.

De même, Michel Crozier relève la fin des élites traditionnelles – les Wasp qui incarnaient un certain ordre moral bourgeois – ainsi que l'affaiblissement du *melting pot* qui reposait sur un idéal d'ascension sociale et de partage de valeurs conservatrices. La conséquence en est le déficit de leadership, qui ne peut exister sans capacité à mobiliser la société autour d'une vision à long terme. Le court terme est devenu la règle avec la foi dans le marché, jugé apte par d'incessantes adaptations à assurer l'avenir. La presse, indépendante des magnats de la Finance mais tributaire d'un lectorat qui fait primer l'instant et l'émotion sur le recul et l'analyse, participe de ce même court termisme.

La folie des procédures, le gouvernement des juges et le démon du bien

La seconde source de ce mal américain réside dans le gouvernement des juges, la place exagérée que le droit occupe dans le fonctionnement de la société, « la

folie du droit » le « délire de procédures ».

La société américaine est une société fondée sur les droits de l'individu ; la liberté individuelle est sacrée et la vie en commun doit être réglée par la confiance. Pour corriger les errements des individus, ce ne sont pas les pouvoirs publics (« le Prince ») qui sont à la manœuvre par des décrets d'application, des circulaires mais l'intériorisation par chacun des grands principes hérités de la Constitution, par le respect des règles de procédures (« *due process* ») qui permet d'éviter l'anarchie. Le respect des règles l'emporte sur le fond, la forme chasse la justesse des positions défendues.

Pour réguler ce système de relations interpersonnelles, le juge est central. La jurisprudence est partout et le rôle du juge disproportionné. Les neuf juges de la Cour Suprême se retrouvent au centre du système. S'ils sont à majorité libérale, le pays suit une trajectoire libérale. S'ils sont majoritairement conservateurs, l'Amérique devient conservatrice. Une des prérogatives importantes du Président est de nommer ces juges à vie et de changer durablement par la même le cours de l'histoire des États-Unis. Longtemps à majorité conservatrice, la Cour Suprême est devenue progressiste à la fin des

années cinquante avec le républicain libéral Earl Warren accédant à la présidence de l'Institution. Les blocages qu'avait rencontré Franklin Roosevelt pour ses réformes ne se reproduisirent pas pour les trains de réformes de Kennedy, de Johnson.

Ce n'est pas tant le déni de démocratie qu'il faut regretter dans cette façon de changer la société par des jugements et des arrêts et non pas par le vote des représentants du peuple, mais son incapacité à réformer la société, à faire jouer les dynamiques sociales dans le sens du progrès et du bonheur collectif.

A cela s'ajoute une troisième et dernière pathologie, le démon du bien, selon le diagnostic de Michel Crozier. Dès l'origine de leur République, les Américains ont placé le « Bien » au centre de la société de confiance. L'affichage de la volonté de s'en tenir au Bien, de faire confiance à l'autre ont permis aux États-Unis de se développer rapidement, sans trop de frottements intérieurs. Mais, dès que la situation intérieure et extérieure est devenue complexe, ce mode de fonctionnement s'est grippé un « échec » pour Michel Crozier.

Il n'y a plus de grand frère

Dans son chapitre de conclusions, quand il affirme « qu'il n'y a plus de

grand frère », qu'il faut que les États-Unis comprennent qu'ils ne peuvent désormais recouvrer leur rôle d'antan, un leadership « maintenant au-dessus de leurs forces », Michel Crozier en appelle à l'Europe pour « prendre sa part de leadership » et, pour cela, « accepter d'agir et d'en payer le prix ».

A l'époque, le sentiment que les États-Unis étaient dans une spirale descendante était prégnant en effet. Le Japon apparaissait comme un concurrent dangereux et l'on retrouve d'ailleurs dans certains rapports du Congrès américain sur le Japon des propos utilisés aujourd'hui à l'encontre de la Chine. Le Japon, l'Europe, l'Inde sont placés sur le même rang que la Chine pour Michel Crozier, comme constituant une menace pour la suprématie américaine.

Pour Michel Crozier, c'est à l'Europe, qui partage tant de valeurs et d'intérêts avec les États-Unis, qu'il appartient de leur « apprendre à apprendre » afin qu'ils « soient capables d'évolution et d'adaptation » qu'une « trop longue et trop facile suprématie à faire croire au mythe du nouveau monde ». Question de conscience et de volonté d'en accepter le prix.

Quarante ans après, qu'en penser ?

Naturellement, l'analyse de Michel Crozier se révèle à la fois décalée, dépassée mais aussi de grande actualité sur certains points.

Contrairement à l'analyse de Michel Crozier, les États-Unis ont préservé leur suprématie économique et militaire. Leur déclin n'est pas brutal.

En termes économiques, les États-Unis ont conservé leur avance sur le reste du monde, seule la Chine peut prétendre jouer dans la même catégorie. En quarante ans, les États-Unis ont continué à se détacher du Japon et de l'Europe. Le PIB européen est inférieur d'un tiers au PIB américain, pour une population nettement moindre. Le Japon est frappé de langueur depuis des décennies, après le coup d'arrêt américain. Michel Crozier n'a pas anticipé la montée de la Chine que pourtant Alain Peyrefitte avait prophétisée sept ans plus tôt. L'hyperpuissance a de beaux restes. La république américaine, « impériale » selon l'expression de Raymond Aron, continue à dominer la scène mondiale. Mais, s'impose tout autant le sentiment que Washington n'est plus en mesure de régler le monde, de le réguler. La force militaire américaine reste prééminente mais, depuis 50 ans, les États-Unis, s'ils ont gagné des

batailles, n'ont pas gagné de guerre : Vietnam, Irak, Afghanistan.

Bon nombre des maux américains persistent ou se sont aggravés.

Quarante ans après, l'intrusion dans la vie politique et sociale des réseaux sociaux accentue la fragmentation de la société et conforte le diagnostic de Michel Crozier : il n'y a « pas de démocratie sans structures, ni de structures sans un minimum de tolérance ».

Reste actuel le constat de l'incapacité des Etats-Unis à comprendre et à s'adapter au monde d'aujourd'hui, celui dans lequel nous vivons. Vers ce monde compliqué, il ne faut pas s'envoler avec des idées simples. L'hyperpuissance hier, la puissance aujourd'hui reste inégalée mais elle est de plus en plus en question. Cette position dominante ne pousse, ni au doute, ni à l'introspection et pas davantage au compromis. La politique intérieure commande la politique extérieure qui, avec la fin du bipartisanisme, se trouve condamnée au jeu de bascule, au gré des résultats des fréquentes élections américaines.

L'abaissement moral, la perte de prestige à l'étranger se sont également aggravés.

Michel Crozier n'avait pas identifié le populisme comme maladie insidieuse, mais il avait bien analysé la perte de repères, la démoralisation d'un peuple qui ne croyait plus en des lendemains forcément meilleurs et enchanteurs.

Le mal américain n'a pas été guéri, même si certains Présidents ont essayé de le soigner.

N'a pas pris de ride l'appel à l'Europe de prendre ses responsabilités pour former un tandem plus équilibré avec cette Amérique, puissante mais qui trébuche et dont la chute serait celle de la démocratie.

Pour que ce vœu se réalise, encore faut-il que les États-Unis ressentent cette nécessité et que l'Europe, dans son entièreté, l'accepte et agisse à cet effet. Quarante ans après, ces conditions ne sont pas encore remplies. Force est d'admettre que le mal américain persiste tandis que l'Europe se cherche encore.

Serge DEGALLAIX
Directeur Général
Fondation Prospective et Innovation